

Appel à Rassemblement contre la visite officielle en France du dictateur burkinabé Blaise Compaoré **NON À LA CAUTION POLITIQUE DU REGIME DICTATORIAL DE BLAISE COMPAORE PAR L'ETAT FRANCAIS !**

A la tête de l'État Burkinabé depuis plus de vingt ans, à la suite d'une usurpation sanglante du pouvoir qui s'est soldée par l'assassinat du Président Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaoré est annoncé en France où il sera reçu le 18 Novembre à l'Élysée par Nicolas Sarkozy.

Le chef de l'État français s'apprête ainsi, une fois encore, à renier la promesse faite au soir de son élection en mai 2007, d'être un intrépide défenseur de la cause des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde, et en particulier en Afrique.

En effet, son invité du 18 novembre prochain a bâti son pouvoir et une fortune colossale, qui se chiffre en milliards, à travers une longue série de crimes économiques et de sang, dont la plupart sont consignés dans des rapports de l'ONU et restés à ce jour impunis :

- A la suite du crime fondateur de son régime du 15 octobre 1987, de dizaines d'assassinats d'opposants, d'anciens collaborateurs civils et militaires, d'étudiants et de journalistes jalonnent son règne.
- Déclaré « bon élève » par le FMI et la Banque mondiale, le régime de Blaise Compaoré a en réalité conduit le Burkina Faso en l'espace de ses deux décennies de gestion dans une grave situation sociale et politique inédite : licenciements sauvages suite aux privatisations d'entreprises publiques au profit des copains du régime, développement à une

grande échelle de la corruption, du banditisme dans les villes et les campagnes, famines et pandémies chroniques, fraudes massives du camp présidentiel lors des consultations électorales, etc.

- Faisant fi de ce bilan désastreux, le Secrétaire d'État Alain Joyandet a déclaré le 24 octobre dernier à Ouagadougou à l'issue d'une audience avec le président Burkinabé que les « relations sont au beau fixe » entre la France et le Burkina Faso.

C'est pourquoi nos organisations :

- **dénoncent la caution politique qu'apporte Nicolas Sarkozy au régime de Blaise Compaoré** qui doit aujourd'hui répondre devant le Tribunal Pénal International, aux côtés de l'ancien seigneur de guerre libérien Charles Taylor, de ses nombreux crimes économiques et de sang,
- **soutiennent le combat des démocrates burkinabé** qui exigent la vérité et la justice pour **Thomas Sankara** (président du Burkina Faso assassiné en 1987), **Norbert Zongo** (journaliste assassiné en 1998), **Dabo Boukari** (membre de l'Association nationale des étudiants burkinabé – ANEB – torturé à mort en 1990) **et toutes les autres victimes du régime Compaoré**,
- appellent leurs militants et tous les amis du peuple burkinabé à dénoncer l'accueil réservé par la France à Monsieur Blaise Compaoré, et à venir participer au rassemblement.



Rassemblement à Paris
Lundi 17 novembre à 18 H
Parvis des Droits de l'Homme
au Trocadéro

Arrêtons le soutien aux dictateurs !
Soutenons les peuples africains !

Organisations signataires :

AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique), AFASPA Comed (Comité Méditerranée), Agir ensemble pour les droits de l'Homme, commission internationale d'Alternative Libertaire, ARDHD (Association pour le Respect des Droits de l'Homme à Djibouti), ATTAC, association Baraka, Bulletin Afriques en lutte, CADTM-France (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), CE-DETIM, Club Sankara Paris, CNT (Confédération Nationale du Travail), Collectif CAAC-Comores, Collectif de France Affaire Norbert Zongo (COFANZO), Comité Sankara France 20^{ème} anniversaire, Cridev (Centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples / Ritimo), Droits devant !, FCD (Fédération des Congolais de la diaspora), association Ishtar, LCR, Les Verts, Mouvement des Indigènes de la République, Organisation de Femmes Égalité, Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Respaix Génération Conscience, Section France du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples, Survie, Union syndicale Solidaires.